



Conseil "Éducation, jeunesse, culture et sport" **Bruxelles, le 24 février 2016**

La session du Conseil débutera à 14 h 30 et sera consacrée aux seules questions relatives à l'éducation. Elle sera précédée par un déjeuner de travail au cours duquel les ministres aborderont le thème **"L'éducation et la crise des réfugiés"**, en mettant l'accent sur le rôle de l'éducation à la citoyenneté et de l'apprentissage des langues.

La session sera présidée par M^{me} Jet Bussemaker, ministre néerlandaise de l'enseignement, de la culture et des sciences. La Commission sera représentée par M. Tibor Navracsics, membre de la Commission; M^{me} Marianne Thyssen, également membre de la Commission, participera au débat d'orientation sur les compétences.

Le Conseil devrait adopter une résolution sur **le développement socioéconomique et l'inclusion dans l'UE au moyen de l'éducation**, qui constituera la contribution du secteur de l'éducation et de la formation au processus du Semestre européen 2016.

En délibération publique, les ministres procéderont à un débat d'orientation sur le thème **"Établir des liens entre l'enseignement, le marché du travail et la société"**, en vue de mieux faire comprendre et de souligner l'urgence des nombreux enjeux liés au développement des compétences. Ce débat alimentera les travaux de la Commission en ce qui concerne sa future initiative sur une nouvelle stratégie pour des compétences en Europe.

Enfin, les ministres procéderont à un échange de vues sur **la promotion de la citoyenneté et des valeurs fondamentales par l'éducation**, dans le prolongement de la déclaration de Paris adoptée il y a presque un an lors de la réunion informelle des ministres de l'éducation qui s'était tenue à Paris.

Conférences de presse: à l'issue de la session (vers 18 heures)

* * *

Les conférences de presse et manifestations publiques peuvent être suivies par transmission vidéo à l'adresse suivante: <http://video.consilium.europa.eu/>

La transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion"(MPEG 4), et la galerie de photos seront accessibles à l'adresse suivante: <http://tvnewsroom.consilium.europa.eu>

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Le développement socioéconomique et l'inclusion au moyen de l'éducation

Le Conseil devrait adopter une résolution relative à la promotion **dans l'UE du développement socioéconomique et de l'inclusion au moyen de l'éducation** (doc. [5685/1/16 REV 1](#)).

Le texte met l'accent sur d'éventuelles mesures visant à assurer des investissements effectifs dans l'éducation et concernant la manière de remédier aux déficits de compétences et d'anticiper les besoins futurs en matière de compétences, afin de relancer l'emploi et de promouvoir une croissance économique durable en Europe. Dans le même temps, il souligne le rôle tout aussi important que doit jouer l'éducation face aux nombreux défis socioéconomiques auxquels l'Europe et ses citoyens sont actuellement confrontés, ainsi que cela a également été observé dans l'examen annuel de la croissance 2016 (EAC) (doc. [14270/15](#)).

La résolution vise donc à répondre non seulement aux messages de l'EAC, mais aussi aux conclusions de la dernière édition du suivi de l'éducation et de la formation, qui a montré que beaucoup de progrès sont encore nécessaires dans le cadre des systèmes d'éducation et de formation de l'UE. Un nombre significatif d'apprenants ne parviennent pas à atteindre un niveau d'étude minimal et le suivi de l'éducation et de la formation montre que la situation socioéconomique, le sexe ou le fait d'être issu de l'immigration continuent à déterminer les résultats scolaires.

(http://ec.europa.eu/education/library/publications/monitor15_en.pdf).

La résolution s'adresse aussi au Conseil européen, appelant à des réformes et à des investissements ciblés en matière d'éducation et de formation.

Établir des liens entre l'enseignement, le marché du travail et la société - Vers une stratégie pour des compétences en Europe

Les ministres de l'éducation discuteront de la façon de renforcer les synergies entre **l'enseignement, le marché du travail et la société**, sur la base d'un document d'information de la présidence (doc. [5745/16](#)).

Une forte proportion de la population de l'UE ne possède pas un niveau suffisant de compétences de base pour pouvoir trouver un emploi et participer à la vie sociale. Selon des enquêtes de l'OCDE (notamment PIAAC et PISA), près de 70 millions d'Européens adultes ne disposent pas d'aptitudes suffisantes en littératie ou en numératie; la situation des jeunes n'est pas bien meilleure: chez un jeune de quinze ans sur cinq, ces compétences de base sont d'un niveau faible.

Parallèlement, en raison de la crise économique, les travailleurs sont davantage disposés à accepter des emplois inférieurs à leur niveau de qualification ou de compétence. On estime à environ 25 % le taux des jeunes travailleurs hautement qualifiés qui sont surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent. Toutefois, près de 40 % des entreprises font état de difficultés pour recruter du personnel ayant les compétences requises, y compris des compétences numériques.

Les ministres sont invités à réagir à l'une de ces trois propositions:

1. Les programmes d'études et les méthodes d'enseignement devraient être axés sur le développement d'un éventail plus large de compétences nécessaires pour les emplois du futur et la société en général.
2. Afin de réduire les écarts et les inadéquations en matière de compétences, les établissements d'enseignement devraient s'ouvrir en participant activement à des partenariats avec les entreprises et d'autres acteurs intéressés.
3. Les États membres devraient intensifier leurs efforts pour recenser, activer et utiliser pleinement les compétences et les qualifications de la génération actuelle et des générations futures. Afin de soutenir les politiques nationales et la mobilité transfrontière, il convient de faire un meilleur usage de tous les instruments pertinents - améliorés - de l'UE.

Pour lancer le débat, la présidence a invité un intervenant extérieur, M. Torbjørn Røe ISAKSEN, ministre norvégien de l'éducation et de la recherche, qui participera à titre personnel. Sa contribution sera particulièrement utile étant donné que la Norvège élabore actuellement une stratégie nationale concernant les compétences et accueillera en juin un sommet consacré à cette question.

Les résultats du débat ministériel contribueront à l'initiative de la Commission sur une nouvelle stratégie pour des compétences en Europe, annoncée pour le mois de mai, qui vise à promouvoir l'investissement dans les personnes tout au long de leur vie et à améliorer leur employabilité. L'initiative couvrira des domaines tels que le développement des compétences, l'amélioration de la transparence des qualifications et la lutte contre les écarts et les inadéquations en matière de compétences.

L'éducation et la formation devraient occuper une place de premier plan dans cette initiative, notamment grâce à des propositions visant à améliorer les instruments actuels en matière de transparence dans le domaine de l'éducation, par exemple le cadre européen des certifications (CEC) et l'Europass.

<http://www.egavet.eu/gns/policy-context/european-vet-initiatives/european-qualifications-framework.aspx>

<https://europass.cedefop.europa.eu/fr/home>

Un débat d'orientation analogue est prévu lors du Conseil EPSCO du 7 mars, au cours duquel les ministres de l'emploi aborderont les questions liées aux compétences du point de vue du marché du travail.

Promouvoir la citoyenneté et les valeurs fondamentales au moyen de l'éducation

Les ministres procéderont à un échange de vues sur les mesures visant à promouvoir la citoyenneté et les valeurs fondamentales au moyen de l'éducation (doc. [5545/16](#)), dans le prolongement de la [déclaration de Paris](#).

Cette déclaration commune a été adoptée le 17 mars de l'année dernière par les ministres européens de l'éducation, ainsi que par le commissaire Navracsics, à la suite des attentats terroristes commis début 2015 à Paris et à Copenhague.

Les ministres se sont engagés à défendre les valeurs communes de l'Europe au moyen de l'éducation, ainsi qu'à renforcer l'action visant à faire en sorte que tous les jeunes acquièrent des compétences sociales, civiques et interculturelles. Les présidences successives et la Commission se sont engagées à donner suite à la déclaration de Paris.

L'objectif de la présidence néerlandaise pour cet échange de vues ministériel est de veiller à ce que la déclaration reste un texte évolutif et dynamique et de préparer le terrain pour d'éventuelles mesures futures. La présidence a donc souhaité faire le point des mesures prises aux niveaux national, régional et local dans le domaine de l'éducation depuis l'année dernière.

Les ministres de trois États membres (France, République tchèque et Espagne) ont été invités à présenter brièvement un exemple concret de politique ou de projet mené dans leur pays en ce qui concerne un aspect particulier de la déclaration de Paris. La France examinera la question de l'[éducation aux médias](#), la République tchèque parlera de l'[éducation à la citoyenneté](#) et l'Espagne abordera le renforcement des moyens des [enseignants](#).